

Allocution de François BAYROU

Toulouse, le 5 mars 2007.

Nous avons pris, dans l'organisation de cette réunion, un peu de retard pour une cause que je veux maintenant évoquer devant vous, car je veux évoquer l'affaire Airbus.

J'ai passé une partie du week-end à échanger avec les principaux responsables syndicaux, les cadres de l'entreprise.

J'ai rencontré aujourd'hui l'intersyndicale pendant deux longues heures de travail en commun et il me semble qu'il y a, dans cette affaire Airbus, cette crise Airbus et, pour certains, ce drame Airbus, quelque chose de tout à fait exemplaire et qui justifie que nous voulions, en France, changer un certain nombre de choses dans la manière dont sont conçus le Gouvernement du pays et les rapports entre l'État et les entreprises dans notre pays.

Je veux commencer en disant qu'Airbus est une entreprise exceptionnelle. La crise que nous venons de vivre -il faut que nous le gardions tous présent à l'esprit- concerne une entreprise qui a, sur ses carnets de commandes, 2 500 avions et qu'elle sortira ces 2 500 avions au rythme, en moyenne, de deux avions par jour ouvrable.

Connaissez-vous d'autres entreprises dans le monde qui ont cette capacité, cette classe, cette force d'avoir 2 500 avions sur leur carnet de commandes?!... Il n'y en a qu'une autre, elle s'appelle Boeing et elle a connu une crise aussi grave, plus que celle d'Airbus, il y a quelques années à peine.

Cette entreprise s'est aujourd'hui redressée, elle a "passé le cap", mais, nous, nous avons à l'esprit que la performance de l'entreprise Airbus et sa capacité valent largement celles de Boeing.

Qu'est-il arrivé? Qu'est-ce qui explique que, aujourd'hui, les salariés d'Airbus doivent payer l'addition? Qu'est-ce qui explique tant d'inquiétudes dans l'entreprise, dans les familles de l'entreprise et chez les sous-traitants?

Il s'est passé une somme d'erreurs sur lesquelles il importe de revenir en quelques mots pour en tirer la leçon et ne jamais recommencer. La société Airbus a été entièrement occupée, pendant des années, par une guerre intestine, sur fond de relations avec le pouvoir politique : quelles influences, quels clans allaient avoir la prééminence sur l'entreprise?

Or, de très brillants ingénieurs se sont perdus dans cette crise, de sorte qu'au lieu de s'occuper des choix industriels, ils s'occupaient de politique, d'influence, de la manière dont ils allaient pouvoir imposer leur prééminence par l'intermédiaire et l'intervention du pouvoir politique central en France. C'est une erreur et il doit être de notre responsabilité de ne pas la recommencer.

Une autre erreur a été commise par la suite. Elle a fait que la rivalité franco-française a trouvé un prolongement dans une rivalité franco-allemande : qui allait avoir l'influence à l'intérieur de l'entreprise?

Chaque fois que l'on mélange la politique et les choix industriels, on commet une erreur, en tout cas c'est notre vision et nous la défendrons.

Puis, il y avait, à la tête d'Airbus, un pacte d'actionnaires étrange qui faisait de l'État français, le plus gros actionnaire d'Airbus, avec 15 % des actions d'Airbus. Quand le Groupe Lagardère a décidé de se désengager, à la veille de l'effondrement de l'action, l'État a racheté, par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations, 7,5 % de plus des actions d'Airbus, ce qui a entraîné une perte sèche pour l'État de cinq cents à six cents millions d'euros.

Mes chers amis, 5 à 600 M€, c'est exactement le montant dont Airbus a aujourd'hui besoin pour les investissements nécessaires pour remettre l'entreprise à la hauteur. Je demande que l'on réfléchisse à cela, car il me semble qu'il y a, là aussi, une leçon pour l'avenir.

Comme l'entreprise était prise dans ces querelles intestines, les choix industriels ont été moins

bien surveillés qu'ils n'auraient dû l'être et, alors, une erreur a été commise sur la manière dont était organisé le câblage d'une partie d'un tronçon du fuselage de cet immense avion, ce qui a entraîné une perte sèche pour l'entreprise de cinq à six milliards d'euros.

Voilà la raison de la crise. Voilà la raison de la situation que nous avons à vivre, laquelle est injuste, car les salariés et les salariés français ont fait tout ce qu'il fallait pour assurer et garantir le succès de cet avion qui était présenté.

Alors, que pouvons-nous dire ? Je vais le dire rapidement : nous devons dire, premièrement, qu'il faut revoir les conditions dans lesquelles la société Airbus est organisée. Nous devons revoir les rapports entre l'État et les actionnaires privés, sans oublier de demander aux actionnaires privés qui avaient la responsabilité de la gestion de bien vouloir assumer, avec l'État, les responsabilités qui doivent être les leurs.

Deuxièmement, bien entendu, il ne faut pas arrêter les décisions. Un certain nombre de responsables politiques disent : "Suspendez tout jusqu'aux élections". Mes chers amis, lorsque des décisions industrielles s'imposent pour sauver une entreprise, il faut les prendre, mais il faut les négocier.

Le plan que nous avons sous les yeux -je ne crois pas trahir un secret et, quoi qu'il en soit, je suis certain de traduire l'impression de beaucoup-, il y a quelques semaines, n'aurait pas été le même, mais l'État allemand a fait son travail et a exercé les pressions, exprimé les demandes, pour défendre les intérêts du sol et du peuple allemand.

Maintenant, il est tant que la France, l'État français et les salariés français puissent se faire entendre. Le plan était annoncé. Il faut maintenant le négocier. Il faut se mettre autour de la table et dire : "Nous allons examiner les décisions une par une et, en particulier, nous allons examiner la question de savoir si l'outil industriel de Toulouse est promu et sauvegardé comme il doit l'être". Première décision.

Deuxième décision, il est légitime de parler et de discuter du fait de savoir si Airbus conserve, en son sein, un certain nombre d'activités qui sont des activités de pointe, en particulier à l'usine de Méaulte dans la Somme.

Il faut s'arrêter une seconde pour réfléchir. L'usine de Méaulte dans la Somme fabrique toutes les pointes avant, tous les nez avant des appareils Airbus. Il se trouve que le cockpit, le poste de pilotage est la partie avant de l'appareil et il s'agit évidemment de l'une des parties les plus sensibles d'un avion.

La question stratégique de savoir si la plate-forme qui fabrique la partie la plus sensible d'un avion doit être maintenue à l'intérieur de l'entreprise ou transformée en filiale doit être posée, négociée et réfléchie à l'intérieur de l'entreprise et avec son management.

Cette négociation doit être commencée et les pouvoirs publics doivent apporter tout leur poids dans cette négociation.

Enfin, et troisièmement, il faudra que chacun fasse face à ses responsabilités. J'ai vécu la crise de Boeing, car, comme vous le savez peut-être, pour nous, dans les Pyrénées-Atlantiques, il existe plusieurs unités aéronautiques de tout premier plan. Je ne résiste pas au plaisir de rappeler que, dans ma circonscription et même presque dans mon village, il est une entreprise aéronautique qui fabrique deux sur trois des moteurs d'hélicoptère qui volent dans le monde, qui s'appelle Turbomeca et qui mérite qu'on lui tire un "coup de chapeau". Il y a également l'entreprise Messier qui fabrique les trains d'atterrissage de Boeing et d'Airbus.

Nous avons donc vécu aux premières loges la crise de Boeing, laquelle s'est résolue, car l'État américain a fait son travail en permettant à Boeing de "passer le cap", en lui garantissant des crédits de recherche et des commandes d'avions qui ont permis à Boeing de franchir le fossé et de se trouver, aujourd'hui, en pleine forme, en attendant, d'ailleurs, la prochaine crise.

Eh bien, je suis pour que l'État assume ses responsabilités avec des actionnaires privés et mène une réflexion sur la manière dont l'entreprise est organisée :

- Remise sur la table des rapports entre actionnaires publics et actionnaires privés,

- Négociation du plan Power 8,
- Investissement de l'État et des actionnaires privés.

Nous avons, me semble-t-il, un ensemble qui nous permet d'apporter à Airbus et aux sous-traitants d'Airbus le "coup de main" dont ils ont besoin.

Je voulais le dire à Toulouse et il eût été inacceptable ou inimaginable que cette réunion fut organisée sans que nous ayons, en même temps, un travail conduit avec les cadres et surtout avec les salariés d'Airbus qui sont aujourd'hui des victimes, alors qu'ils devraient être honorés.

Je voudrais naturellement en venir maintenant à la campagne présidentielle.

Vous aviez peut-être pensé que je n'aborderais pas le sujet ?!...

Cette campagne est en train de prendre un tour naturellement spectaculaire et donne naturellement à penser.

Je ne reviendrai pas sur les sondages. Pour moi, il n'y a qu'un sondage qui compte, c'est celui qui aura lieu les 22 avril et du 6 mai. Bien entendu, comme chacun peut l'apercevoir, ce grand mouvement d'opinion qui est en train de se créer au sein du peuple français inquiète et même affole ces états-majors qui ont, depuis vingt-cinq ans, le monopole du pouvoir dans notre pays, qui veulent le garder, qui veulent s'y accrocher, qui veulent que personne ne s'en approche et qui veulent que ce soit à eux et uniquement à eux.

Nous, le peuple français, nous avons décidé qu'il n'en serait rien et que cette année 2007 serait l'année du changement.

Voilà la grande confrontation. Voilà la grande question posée devant les Français.

Cette question, mes chers amis, n'est pas une question politicienne, n'est pas une question de rivalités, cette question, j'allais presque dire, n'est pas une question électorale.

C'est la grande question de ce que le peuple français veut faire de son avenir et je voudrais simplement vous dire ce que, pour moi, cet avenir recouvre.

Les Français sont inquiets depuis des années et des années, car ce grand peuple politique, ce grand peuple qui a porté depuis 200 ans, je pourrais dire même plus, le projet de l'identité française et des valeurs républicaines, ce grand peuple a l'impression que, devant le laminoir de la mondialisation, ses valeurs, ses convictions et son projet sont écrasés et humiliés.

Nous, nous avons choisi, regardant en face ce qu'est la modernité, de dire : "Nous allons rendre compatible la modernité et le projet républicain français". Liberté, égalité et fraternité ne sont pas des mots creux. Ce sont des mots qui ont une traduction profonde dans l'esprit et dans l'âme de notre peuple et il s'agit simplement que tout le monde mesure et prenne conscience du fait que ce projet républicain, loin d'être un handicap dans la compétition de la mondialisation, est un atout dans cette compétition ou, plus exactement, nous avons décidé d'en faire un atout pour la France dans cette compétition.

En effet, il en est des pays comme des équipes sportives : dans les équipes sportives, comme dans les pays, les individualités ne suffisent pas, il faut aussi l'esprit d'équipe. Il faut également que tout le monde soit assuré du fait que, lorsqu'il traverse une mauvaise passe, on est là pour se "serrer les coudes" et qu'il trouvera des coéquipiers pour lui venir en aide quand cela va mal.

C'est ce que nous voulons faire pour la France et nous considérons que c'est un bon atout dans la mondialisation, de même que nous considérons que, dans la mondialisation, le premier chapitre du contrat républicain français est l'école, encore et toujours l'école, l'éducation, encore et toujours l'éducation, la recherche, encore et plus que jamais la recherche. Cela a été le meilleur atout de notre pays : former les jeunes qui sont si nombreux ce soir pour qu'ils soient, demain, le visage et l'avenir de la France.

Concernant cette grande interrogation autour du projet républicain, ce qui me frappe, c'est à quel point le monde politique officiel, le monde politique habituel, ne la voit pas, à quel point ce monde politique est fermé sur lui-même.

J'ai observé de près -j'étais aux premières loges ces dernières semaines- la réaction qui a été celle

des deux équipes des deux candidats officiels face au désarroi d'un grand nombre de Français.

Face à notre mobilisation pour demander un projet nouveau pour la France, face à l'interrogation et à la mobilisation des jeunes, face à la question que les familles se posent sur l'école, face au manque d'emploi, face à l'exclusion et à toutes ces questions du peuple français, face à toutes ces demandes de changement, qu'a-t-il été répondu ?

On a répondu, d'un côté, par le retour des "éléphants" et, de l'autre, par le retour des "mammouths".

Eh bien, ceci ne ressemble pas à ce que nous avons à faire pour la France. Ma conviction profonde est celle-ci : notre mission est de rendre au peuple français un bien précieux, un bien unique qu'il a perdu de vue depuis longtemps et qui porte un nom tout simple, cela s'appelle l'espoir.

C'est l'espoir que nous avons le devoir de rendre aux Français et c'est l'espoir que nous allons assumer dans cette élection présidentielle, pendant cette campagne électorale, jusqu'au premier et jusqu'au deuxième tour.

C'est une publicité gratuite pour un livre que vous trouverez en librairie à partir de jeudi et qui s'appelle simplement : *Projet d'espoir*. Vous n'êtes pas obligés de le répéter !

Si nous voulons rendre l'espoir aux Français, alors il convient que nous fassions un signe qui n'a pas été accompli depuis cinquante ans, un signe que le peuple français attend pour se montrer à lui-même et pour montrer au monde, pour montrer à l'Europe et pour montrer aux nations, que quelque chose a changé dans notre pays.

Ce signe est celui-ci : il faut, maintenant, dépasser les vieux clivages. Il faut une majorité nouvelle pour la France. Il faut une majorité qui permette à des gens compétents, talentueux, dévoués, venus d'un bord et de l'autre de l'échiquier politique, de travailler ensemble au redressement du pays.

Ceci est le signe que la France aura décidé de changer, de tourner une page, de rassembler toutes ses forces pour reconstruire ce qui, hélas ! s'est délabré pendant ces années. Nous voulons le rassemblement pour le redressement de la France.

Mes chers amis, cet appel au rassemblement pour le redressement, ce n'est pas un appel nouveau dans l'Histoire de notre pays, c'est un appel qui vient du plus profond, de ce qu'il y a eu de plus précieux dans notre Histoire, car, cet appel-là, c'est l'appel qu'a lancé le Général de Gaulle au moment de la Libération lorsqu'il a fallu reconstruire le pays. C'est l'appel que le Général de Gaulle a lancé en 1958 lorsqu'il a fallu rassembler les grands courants démocratiques pour reconstruire la République abîmée par le drame de la décolonisation. C'est, au fond, ce que voulait Pierre Mendès-France et qu'il a failli réussir en 1954.

Nous avons, en effet, besoin, et je le dis en particulier aux plus jeunes, de franchir une frontière, celle qui nous sépare du quart de siècle que nous venons de vivre, qui a eu des avantages et des inconvénients, mais dont je sais qu'il a épuisé les forces du pays dans une querelle incessante entre l'UMP et le PS, préoccupés uniquement de "flinguer" ce que proposait le parti au pouvoir lorsqu'ils étaient dans l'opposition et, quand il y avait une alternance, de détruire ce qu'avaient fait les prédécesseurs.

Il faut une majorité nouvelle pour le pays et il faut une majorité nouvelle avec des visages nouveaux. Je voudrais faire, devant vous, l'éloge du renouvellement du personnel politique en France.

Au premier rang, se lisent sur les visages des signes d'inquiétude, alors je veux dire que ce n'est pas eux qui sont concernés, accessoirement, naturellement, mais pas principalement ! C'est pour eux qu'il faut le faire.

Voyez-vous, de nombreux observateurs, il y a cinq ans, ont dit : "Comment vont-ils faire dans cette famille politique -je dis cela à Toulouse et vous comprendrez ce que je veux dire- dans laquelle un certain nombre de responsables politiques ont abandonné leur famille politique, car ils croyaient trouver un avantage dans le ralliement au plus puissant ?"... J'indique que le ralliement au plus puissant, ce n'est pas un signe de caractère, c'est un signe de faiblesse.

À cette époque, beaucoup d'observateurs ont dit : "Comment vont-ils faire ?"... Aujourd'hui encore, je lis des articles de politologues savants. Ces derniers savants ont une caractéristique : ils vous expliquent toujours que rien ne peut changer, qu'il est impossible que cela change.

Eh bien, je vous propose que nous leur montrions, tous ensemble, à quel point il est possible que cela change, lorsque le peuple français a décidé de s'en occuper.

En effet, il y a eu, il y a cinq ans, des défections et, en effet, ces défections ont fait que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation exceptionnelle, que je considère comme une chance, car je considère comme une chance d'être obligé, maintenant, de faire lever une génération nouvelle, de présenter aux Français des visages nouveaux, des femmes et des hommes nouveaux, d'expériences différentes, d'expériences diverses, pour qu'ils assument à leur tour, et le moment est venu, le destin de notre pays.

La France a besoin d'une génération politique nouvelle, pas de retrouver les mêmes à perpétuité, l'un après l'autre et l'autre après l'un. La France a besoin d'équipes qui ne ressemblent pas aux équipes du passé. Elle a besoin de responsables qui assument désormais, d'une manière différente, les décisions et la volonté qui conduiront au redressement de la France.

Et, donc, place à des jeunes, cela changera, place à des femmes, cela changera, place à des expériences nouvelles, à la diversité du peuple français. Cette élection a aussi une signification. Nous allons assumer, dans le monde politique français, le saut de génération que les Français attendent et dont ils ont besoin : saut de génération pour la France !...

Bien entendu, comme cela s'est passé en 1958, il est nécessaire que cette majorité nouvelle ait une colonne vertébrale. Il est nécessaire qu'il y ait une solidarité, une équipe solidaire qui constitue l'axe de cette majorité nouvelle.

C'est pourquoi j'ai dit que la logique de l'action que nous conduisons était en effet qu'un grand parti nouveau naisse au centre de la vie politique française, du centre droit au centre gauche, un centre qui ne sera pas, comme par le passé, ouvert d'un seul côté, mais qui sera capable de regarder des deux côtés, pour le bien de la France.

C'est pourquoi, en effet, je pense que, dans la configuration des forces politiques dans le monde, il y a, au fond, deux grandes familles politiques :

- Une famille politique conservatrice : Dieu sait que les conservateurs ont maintenant leur parti et ils le tiennent bien,
- Une famille socialiste : elle existe.

Toutefois, il manque un parti qui fait, dans le monde, la force d'un certain nombre de grandes démocraties. Il manque un parti démocrate et nous allons construire un parti démocrate pour la France.

Ce parti nouveau sera l'axe de la majorité, mais, et c'est en ce sens que tout change, cette majorité ne sera pas fermée, elle sera ouverte. Au lieu de vouloir tous les pouvoirs pour elle, elle souhaite des partenaires pour les partager.

Une fois que le peuple français -je vous demande d'y réfléchir- se sera exprimé aux deuxième tour de l'élection présidentielle le 6 mai, lorsqu'il aura choisi son président, et si je suis élu président de la République, le peuple français aura donné un mandat impératif aux forces politiques du pays et il aura dit aux grands courants démocratiques du pays : "Sortez de votre enfermement, sortez de votre guerre perpétuelle, acceptez de travailler ensemble pour nous sortir des difficultés où vous nous avez plongés. Vous vous êtes, jusqu'à maintenant, beaucoup occupés de vous, de vos querelles et de vos guerres. Il est temps que vous vous occupiez de nous, le peuple français, avec nos difficultés et nos problèmes".

À un tel mandat du peuple français, à un tel message venu du peuple français, à un tel message qui sera adressé à l'intérieur de nos frontières et au monde, car le monde regarde ce qui se passe dans l'élection présidentielle française, l'Europe particulièrement, car ils savent que c'est de la France que viendra le nouveau visage et le nouvel idéal qui sortiront l'Europe de la crise dans laquelle elle est si profondément enfermée, je vous le dis, les appareils politiques qui refuseront d'entendre cette injonction des Français, qui refuseront d'entendre ce message adressé par les

Français, souffriront, aux élections législatives, de leur incompréhension et les Français, s'ils ne les écoutent pas, les écarteront.

Nous, au contraire, nous serons là, dans toutes les circonscriptions françaises, pour offrir au peuple français et aux citoyens français la chance d'une majorité nouvelle. Ceux qui n'entendront pas le message seront écartés, mais ceux qui l'entendront, je m'y engage, qu'ils viennent de la gauche républicaine ou de la droite républicaine, avec leurs valeurs et leurs identités, que je respecte, et dont je sais que la France a besoin, trouveront, dans le rassemblement nouveau, leur place légitime.

Je la reconnais et je m'y engage à l'avance, car je vous le dis, avec ce que j'ai de plus précieux, avec le travail inlassable et incessant que nous avons conduit depuis des années pour rencontrer le pays dans ce qu'il a de plus vrai et de plus douloureux, j'ai la conviction profonde que, pour offrir à la France la chance d'un nouveau chemin, nous aurons besoin de tout le monde, sans exception.

C'est comme autour de la table de famille : lorsque la famille a un problème, tout le monde s'y met. C'est comme dans l'entreprise : lorsque l'entreprise a un problème, tout le monde s'y met, pourvu que l'on se respecte et que l'on soit décidé à travailler dans le même sens.

C'est cela le nouveau contrat que je propose aux Français et, au fond, c'est avec cette idée, avec ce contrat républicain, ce contrat de majorité que je voudrais maintenant conclure cette rencontre.

C'est le projet qui passera en premier. C'est la vision que nous avons qui nous permettra de rassembler les Français. Je veux aborder, devant vous, les chapitres principaux. Songez que ces chapitres, que je traiterai en quelques phrases, sont tous inscrits en dessous de ces trois mots : liberté, égalité, fraternité, dont nous avons oublié, avec le temps, ce qu'ils voulaient dire, mais qui, en réalité, tracent un projet pour un peuple.

Ce projet est un projet de résistance. Je veux dire que, la liberté, ce n'est pas naturel. Ce qui est naturel, c'est la servitude, c'est la loi du plus fort.

L'égalité, ce n'est pas naturel. Ce qui est naturel, c'est l'inégalité : c'est le plus riche qui impose sa loi au plus pauvre.

La fraternité, ce n'est pas naturel. Ce qui est naturel, c'est le chacun pour soi.

Donc, quand les fondateurs de la République ont inscrit au fronton de celle-ci, au fronton de chacun de nos monuments publics, ces trois mots : liberté, égalité, fraternité, ils nous ont légué un patrimoine de valeurs et ils nous ont légué un projet.

Ce projet vaut pour nous et pour le monde, car, aujourd'hui, si vous regardez bien l'évolution du monde, un autre modèle est en train de progresser comme un rouleau compresseur à la surface de la planète. Cet autre modèle, ce n'est pas la loi du plus juste, mais la loi du plus fort, c'est-à-dire du plus riche.

Et, nous, nous voulons qu'en face du modèle de la loi du plus fort et du plus riche, on reconstruise le modèle de la loi du plus juste. C'est ce que nous devons aux jeunes qui nous entourent et qui sont non seulement notre avenir, mais également l'expression de notre devoir.

Alors, au-dessous de ce projet qui est à la fois notre patrimoine, notre héritage et notre vision de l'avenir, il y a six chapitres que je veux énoncer devant vous.

Le premier, cela ne vous surprendra pas, consiste à régler la question de la dette pour notre pays. Je me suis engagé, et je tiens ma parole tous les soirs, à ne jamais prendre la parole dans un meeting pendant cette campagne électorale et à ne jamais m'exprimer à la télévision et à la radio sans commencer en disant que nous ne pouvons pas faire n'importe quelle promesse, car nous n'avons pas le premier sou des promesses qui sont articulées.

Nous devons régler, pour eux qui sont là, le problème de la dette financière dont notre pays est accablé, que nous avons... écoutez bien... laissé se multiplier par six en vingt-cinq ans. En effet, lorsque Valéry Giscard d'Estaing quitte le pouvoir en 1981, la France est le pays le moins endetté

de tous les pays développés. Aujourd'hui, la dette a été multipliée par six et atteint la somme astronomique, et que personne ne peut se représenter, de mille deux cents milliards d'euros.

Concernant cette dette, si nous voulons pouvoir regarder en face la génération qui arrive à l'âge adulte, la génération de ceux qui suivent, les enfants, les bébés et ceux qui ne sont pas encore nés, il faut que nous nous comportions comme des responsables et comme des adultes et que nous arrêtons, tout d'abord, de la laisser grandir pour, ensuite, la faire diminuer et retrouver l'équilibre de nos comptes publics.

Voilà une différence, pour ceux qui en chercheraient, entre nos concurrents et nous. Voilà une différence entre nos concurrents et la candidature que je porte devant vous.

Ils ont multiplié les promesses jusqu'à atteindre le seuil de soixante et soixante-dix milliards d'euros de dépenses supplémentaires, alors que, dans notre projet, il n'y a pas une dépense qui ne soit financée par des économies.

Deuxième chapitre, nous avons besoin de bâtir un projet pour notre pays, un projet économique et un projet social et, à la vérité, je pense que dire un projet économique et un projet social, c'est se tromper.

En réalité, il n'y a de projet social que si l'économie est en bonne forme et l'économie ne sera en bonne forme que si la société, son lien social, se tient bien.

Voilà pourquoi j'ai décidé que, désormais, je prononcerai les deux mots en un seul. Nous avons besoin de bâtir un projet de sociale-économie pour la France.

Et cette sociale-économie, elle dit que nous allons placer notre pays du côté de la créativité, de l'invention, de l'innovation. C'est pourquoi je considère, aussi étrange que cela puisse paraître, que l'entrepreneur, le chercheur et l'artiste sont étroitement liés dans l'idée que la France devient un pays de création.

Nous devons tout faire pour saluer, pour soutenir et pour honorer les chercheurs dont notre pays a besoin, afin qu'ils ne partent plus aux États-Unis, une fois que nous avons payé leurs études. De même que nous saluons les chercheurs, nous devons saluer les créateurs d'entreprises, car ce sont eux qui font et forment l'énergie, l'innovation et la vitalité de notre pays.

Nous devons, de la même manière, car c'est pour moi le même mouvement, saluer les artistes qui renouvellent le visage de la culture de notre pays.

Troisième chapitre, si l'on veut dire les choses comme elles sont, nous avons un grand ennemi dans notre pays, qui est là depuis des années et des décennies, c'est l'exclusion.

Je ne peux pas supporter l'idée qu'il y a quatre millions de nos compatriotes au chômage, quatre millions deux cents mille, quatre millions trois cents mille que l'on efface soigneusement des comptes de l'ANPE.

Savez-vous que plus de deux RMistes sur trois ne sont pas comptés dans les statistiques du chômage ? Je demande que l'on dise la vérité et que l'on n'accepte pas cette exclusion.

Alors, disons-le, il n'y a qu'une politique sociale qui tienne, sans laquelle nous ne pourrions rien et avec laquelle nous pourrions tout, c'est une politique de revivification de la création d'emplois dans notre pays.

C'est la raison pour laquelle je proposerai que toute entreprise française ait le droit de créer deux emplois nouveaux sans avoir à payer de charges pendant les cinq années qui viennent.

Et, posez des questions, ne me croyez pas sur parole. Il ne faut jamais croire personne sur parole -honnêtement, moi un peu plus que les autres, mais je referme cette parenthèse-, allez demander autour de vous, aux commerçants, aux artisans, aux entreprises que l'on appelle unipersonnelles, celles qui n'ont aucun salarié.

Savez-vous combien il y a d'entreprises qui n'ont aucun salarié en France ? Un million cinq cents mille entreprises. Savez-vous combien il y a d'entreprises qui ont moins de dix salariés ? Un million de plus.

Deux millions cinq cents mille entreprises, 95 % des entreprises françaises, ont moins de dix salariés et, cette fois-ci, nous leur apportons une vraie réponse, une réponse concrète que tout le monde peut comprendre, il n'y a pas besoin d'avoir fait des études de sciences politiques ni d'être docteur en droit : liberté, pour toutes les entreprises, de créer deux emplois nouveaux sans avoir à payer de charges pendant cinq ans.

Il y aura peut-être encore, sans doute, des personnes qui resteront sur le bord de la route. À celles-là, je pense qu'il faut offrir une deuxième et une troisième chance. Je n'aime pas la société qui refuse leur chance à ceux qui ont connu un échec. Si nous voulons une société de création, il faut aussi que nous acceptions le risque et que nous acceptions l'échec.

Je n'aime pas certaines tribunes où l'on fait, tous les soirs, siffler ceux des Français qui n'ont pas la chance d'avoir un boulot en expliquant, au fond, qu'ils sont des paresseux et qu'ils sont un peu responsables de leur propre sort.

En effet, moi qui vit dans le même village depuis ma naissance, moi qui ai été professeur de l'école publique française et qui suis fier de l'avoir été, je sais que la différence entre ceux qui échouent et ceux qui réussissent n'est pas aussi grande que bien des gens veulent le dire.

C'est parfois un coup de malchance qui fait que vous tombez du mauvais côté, au lieu de tomber du bon côté et, lorsque vous êtes du mauvais côté, tout s'enchaîne, les couples se fragilisent, la profession se perd et vous vous retrouvez tout seul, au RMI, enfermé chez vous sans oser sortir.

Notre projet républicain est d'offrir, à ceux-là, une deuxième et une troisième chance et, pour ce faire, je propose qu'au lieu de se contenter de leur donner un chèque ou un mandat ou un versement à la fin du mois, on leur propose, en plus, une activité au service de la société dans des associations et des collectivités locales, pour qu'ils puissent trouver de quoi arrondir leurs fins de mois et récupérer l'estime d'eux-mêmes dont nous avons tous besoin pour vivre.

Quatrième impératif, et je le mets tous les soirs en premier, mais, ce soir, c'est tombé comme cela : je l'ai dit tout à l'heure, si nous voulons être le grand pays en Europe qui relève le défi de la mondialisation, alors il faut que nous ayons une loi inscrite en lettres d'or dans notre tête. Si nous voulons relever le défi de la mondialisation, il faut que nous ayons la jeunesse la mieux formée de tous les pays développés du monde.

Moi qui connaît l'Éducation nationale, et, au passage, moi qui l'aime et qui ne la laisserait pas accuser, qui ne laisserait pas constamment montrer les enseignants et l'Éducation nationale comme les boucs émissaires de toute la société française, et tant pis si cela déplaît, j'assume cette différence, je sais qu'elle est justice et qu'elle est pour le bien du pays.

Voyez-vous, j'ai un souvenir précis qui me conduit dans cette voie. Les applaudissements que vous entendez au premier rang et qui font 240 décibels et qui s'entendent à 18 kilomètres sont ceux de gens dans la salle !

J'ai un souvenir précis : en tant que ministre de l'Éducation nationale, j'ai voulu résoudre un jour une question qui me tarabustait, une question qui me tracassait. Cette question était celle-ci : tous les observateurs, tous les sociologues nous expliquaient que, dans l'Éducation nationale, au point où elle en était arrivée, la réussite était, en fait, commandée par la famille et que réussissaient ceux dont la famille était du côté favorisé, au moins culturellement, et échouaient ceux dont la famille était du côté défavorisé, au moins culturellement, ce qui est un drame, entre nous, pour l'idéal républicain que nous voulons défendre ensemble.

Cependant, nous avons observé que des enfants de familles défavorisées réussissaient très bien et que des enfants de familles favorisées échouaient, malgré la chance qu'ils avaient. Alors, nous avons commandé une étude auprès de sociologues intelligents et voilà qu'elle a été la conclusion...

C'est un pléonasme, sociologue intelligent !...

(Applaudissements...)

Qui aurait cru que, dans des meetings politiques, on pouvait faire applaudir la défense de la sociologie !

Ce sourire mis à part, je veux vous dire ce qu'a été la conclusion de cette étude. Elle a été celle-ci : réussissaient les enfants dans les familles desquels l'école était défendue, soutenue et honorée et échouaient les enfants dans les familles desquels l'école était maltraitée, méprisée et critiquée.

Selon moi, il en est des familles comme il en est des nations : les nations qui ont le plus haut niveau d'éducation sont celles qui soutiennent leur école envers et contre tous, qui sont exigeantes, mais qui sont une aide et un appui pour tous ceux qui ont la charge de cette éducation, et elle est difficile cette charge, dans la société où nous sommes, d'élever nos enfants.

Je propose que la France choisisse d'expérimenter ce cap nouveau. Nous allons être des soutiens et nous allons être exigeants pour l'école

Voilà pourquoi je dis à l'avance que nous passerons un nouveau contrat avec l'école, un nouveau contrat avec l'Éducation nationale et ce contrat sera celui-ci : malgré la difficulté des temps et notamment malgré la difficulté budgétaire des temps, malgré le fait qu'il va falloir, nous le savons bien, faire des économies, nous garantirons les moyens de l'école, de l'Éducation nationale en France comme notre première priorité, mais dans le même temps, nous allons demander que l'on écrive ensemble les engagements, l'amélioration à laquelle il faut que nous nous livrions pour que notre pays ait la jeunesse la mieux formée. La première de ces améliorations est celle-ci : il n'y aura plus, nous en prenons l'engagement, d'enfants qui entreront en sixième sans savoir lire et écrire, parce que nous avons besoin qu'ils maîtrisent ces instruments pour arriver à suivre leur scolarité.

Par rapport au deuxième engagement que nous allons prendre, et je le dis avec gravité en pensant à cet enseignant qui a reçu aujourd'hui un coup de poignard, dans un établissement d'enseignement secondaire français, par un élève qui avait paraît-il eu beaucoup d'antécédents et de difficultés de cet ordre, il n'est pas possible de continuer à accepter que des établissements d'éducation, des collèges et des lycées, qui devraient être les lieux les plus respectés, les lieux où les enfants sont le plus en sécurité et les adultes qui les éduquent aussi, que ce soit des lieux dangereux où l'on exerce le racket et les violences qui sont le lot quotidien des collèges et des lycées en France.

Nous prenons l'engagement de restaurer le calme nécessaire et la discipline élémentaire nécessaire pour que, à l'intérieur des murs de l'école, en France, tout le monde respecte tout le monde, que les élèves respectent les enseignants, que les élèves se respectent entre eux et, naturellement, que les enseignants respectent les élèves.

Nous prenons l'engagement que, partout, dans tous les quartiers et dans tous les chefs-lieux de canton, fusse la plus reculée des vallées pyrénéennes, fussent les banlieues les plus difficiles, non seulement le calme sera rétabli, mais, désormais, tous les élèves, s'ils le méritent, s'ils en ont le potentiel et la volonté, auront la chance de trouver le même parcours d'excellence que l'on trouve dans les établissements privilégiés du centre-ville le plus privilégié de France.

Ceci s'appelle l'égalité républicaine et nous ne voulons pas l'abandonner comme ceux qui veulent que, désormais, tout le monde, s'il est bien inspiré, aille s'inscrire dans des lycées dits d'élite en abandonnant, à leur triste sort, les lycées ghettos. Nous voulons que, partout, règne la discipline et l'excellence scolaires qui seront le message que la République envoie à toutes les familles françaises.

Que l'on ne nous dise pas que c'est difficile. Bien sûr, c'est difficile, mais la République l'a fait pendant des décennies. Nous connaissons la difficulté, mais nous savons que notre pays avait réussi à satisfaire cet objectif. Nous ne voulons pas l'impossible, nous voulons remplir les engagements que la République a toujours eu à l'égard de ses citoyens.

Cela veut également dire, comme il y a beaucoup d'étudiants présents ce soir, qu'il va falloir que nous concevions et que nous bâtissions le même genre de réforme en profondeur, avec les mêmes objectifs républicains, pour l'Université française qui le mérite, qui a rempli l'immense objectif de recevoir, dans ses murs, une très grande majorité des jeunes Français, mais qui a maintenant besoin des moyens et de l'organisation qui leur permettront, non seulement de relever le défi de, comme on l'a dit, la massification, mais aussi d'offrir à chacun la chance d'une

formation générale et d'une formation professionnelle pour qu'il aille vers l'emploi au lieu de se trouver avec un diplôme à la porte de l'emploi.

Je veux finir en abordant deux sujets qui sont, pour moi, très importants et qui relèvent de la responsabilité de notre pays dans le monde. Le premier est celui du climat. Je suis reconnaissant à Nicolas Hulot d'avoir fait ce qu'il a fait pour mettre le climat au sein de la campagne électorale, mais je trouve que l'on n'en parle pas assez dans cette campagne électorale et j'ai l'intention d'en parler tous les soirs, dans toutes mes interventions, quels que soient le lieu et le cadre de celles-ci.

Nous avons une immense responsabilité internationale et plus qu'internationale... Nous avons une responsabilité comme Humanité. Ce phénomène que tout le monde observe depuis des années, qui est le réchauffement progressif de l'atmosphère de la planète, qui fait qu'il faisait, hier, 26 degrés à la maison, à Pau, et je ne sais pas chez vous, mais je pense que les pointes ont dû être aussi importantes, nous savons désormais qu'il a des causes liées à l'activité humaine.

L'Humanité a brûlé, en quelques années, ce que la Terre avait mis des millions d'années à accumuler dans son sous-sol. Nous avons rejeté, dans l'atmosphère, des millions de tonnes de gaz carbonique qui font que, désormais, l'atmosphère joue le rôle que jouent les vitres dans une serre. Elle laisse passer les rayons du soleil dans un sens et elle les retient quand ils veulent repartir dans l'autre sens. Cet effet de serre est dû aux activités humaines.

Si nous voulons être sérieux, par rapport à notre responsabilité face à l'Humanité, alors, nous avons à imposer et à proposer une stratégie aux nations du monde. Cette stratégie est très difficile et très compliquée, parce que nous sommes, nous les pays riches, ceux qui avons pollué 20 et 30 fois plus que les pays pauvres. Nous devons, cependant, discuter avec les pays pauvres parce que, s'ils se mettent à polluer comme nous, ce phénomène va prendre une accélération telle qu'il deviendra irrattrapable.

C'est une question pour un président de la République que d'inscrire cette préoccupation sur l'agenda international et sur l'agenda des Nations Unies. Je m'y engage devant vous.

En même temps, je m'engage à faire de notre pays, un pays exemplaire en matière d'économies d'énergie, en matière de recherche d'alternatives à la route, en matière de fer-routage, en matière de fluvial, en matière de recherche d'alternatives à l'énergie, de biocarburants, de tout ce dont nous avons besoin pour que notre mode de vie soit sobre et honore l'idée que nous nous faisons de la solidarité de l'humanité.

Beaucoup craignent qu'un tel engagement nous fasse revenir en arrière. Je crois qu'il va nous faire aller de l'avant, vers un autre modèle de société, un modèle de société plus proche, un modèle de société où l'on ne délocalisera pas perpétuellement toutes les productions, parce que l'on fera attention à ce que coûtent, en transport et en pétrole rejeté dans l'atmosphère, les immenses déplacements de marchandises auxquels on se prête aujourd'hui.

Je suis persuadé qu'il y a plus de solidarité, de conscience, donc, plus de civilisation dans le projet qui consiste à dire : nous allons honorer nos engagements face à l'Humanité, comme espèce humaine, dans le cadre de cette crise qui est née autour du réchauffement de l'atmosphère et du climat que nous avons à affronter. Il y a là un projet de société.

Enfin, le dernier sujet est celui de l'Europe. C'est un devoir pour notre nation. Il y a des gens qui pensent que le sujet européen est un sujet impopulaire et qu'il faut donc ne pas en parler.

En regardant ceux qui ont voté oui et qui sont désespérés et ceux qui ont voté non et qui sont désabusés, qui croyaient qu'il y avait un plan B et qui ont découvert qu'on leur avait raconté des histoires, je considère que nous avons le devoir de poser de nouveau la question européenne devant notre pays et de restaurer un idéal européen compréhensible par tous les citoyens français.

Je sais les chemins qui ont conduit les citoyens français à voter non. Ceux qui me connaissent bien savent que j'ai toujours eu, depuis le premier jour, le sentiment et presque la certitude que le vote des Français allait être ce qu'il a été, pourquoi ? Parce que le texte était illisible. Je le dis comme quelqu'un qui l'a défendu, en croyant qu'il y avait des progrès dans ce texte, mais ce texte était illisible. En riant, je dis souvent qu'il était illisible même par ceux qui l'ont écrit !

Parce que ce ne sont pas les mêmes naturellement qui ont écrit tous les chapitres et c'était oeuvre de juristes, mais pas oeuvre en direction de citoyens.

Comme le texte était très difficilement lisible, les Français ont pensé que, dans ce texte, il y avait un piège et ils en ont même vu deux. Le premier était qu'on allait leur imposer, sans qu'ils s'en aperçoivent, un projet de société dont, en réalité, ils ne voulaient pas.

Le deuxième risque était qu'ils avaient le sentiment qu'on allait leur arracher une identité, une souveraineté comme peuple français, une identité comme peuple européen, une souveraineté comme peuple français qu'ils ne voulaient pas perdre.

Or, ceci est un crève-cœur, parce que l'Europe, c'est précisément fait pour sauvegarder les valeurs d'un projet de société originale et la souveraineté des peuples qui se regroupent dans l'Europe pour peser ensemble sur le destin du monde et non pas pour renoncer à leur volonté de changer le monde.

C'est la raison pour laquelle, quelles que soient les influences et les pressions, je prends deux engagements. Le premier est que je pèserai de tout le poids qui sera celui du premier responsable, du président de la République française, si je suis élu, pour que les textes à venir soient lisibles, courts, clairs, simples, que l'Europe soit une affaire compréhensible pour les citoyens et pas une affaire opaque à laquelle personne ne comprend rien.

Selon ma volonté et selon mon idéal, l'Europe est une affaire pour les citoyens et pas une affaire pour les initiés. C'est une affaire pour les citoyens et pas une affaire pour les diplomates. C'est une affaire pour tout le monde et pas une affaire pour quelques-uns. Il faut réconcilier le peuple français avec cette vision de l'Europe qui est son avenir.

Pour que tout le monde, ceux qui y ont cru et ceux qui n'y ont pas cru, ceux qui ont voté oui et ceux qui ont voté non, ait la certitude, soit certain que désormais c'est pour eux, citoyens, que cette question sera traitée, je prends l'engagement, une fois que ce nouveau texte aura été écrit, de le soumettre au référendum des Français, au référendum du peuple citoyen pour que personne ne soit trompé.

Je sais très bien qu'il y a des influences nombreuses, des gens qui sont à l'aise avec tous les pouvoirs et qui vont essayer de persuader les Français que, après tout, cette affaire que l'on a traitée par référendum ne les regarde pas. Ils vont dire qu'ils proposent que, après le non au référendum, on fasse quelque chose d'un peu mitigé, d'un peu mi-chèvre mi-choux, qui soit voté par le Parlement, sans que les citoyens aient leur mot à dire.

Je considère, comme militant européen, comme citoyen français, comme patriote, qu'il serait une trahison des Français de les avoir invités à voter au référendum sur ce texte et de résoudre la question sans plus jamais leur demander leur avis et en court-circuitant le jugement qui a été le leur.

Je le dis comme quelqu'un qui a voté oui en toute conscience et je le dis, j'en suis sûr, au nom de ceux qui, en toute conscience, ont voté non. Je vous le dis, je m'engage. Je ne trahirai jamais les Français ; ce qui a été décidé par eux, seuls eux auront le pouvoir, le jour venu, de prendre la décision qui imposera un nouveau texte et de nouvelles règles.

Mes chers amis, ne vous trompez pas, c'est une grande question. Je vous supplie d'y réfléchir avec moi et je supplie tous ceux qui vont intervenir sur ce sujet, je m'adresse naturellement au camp de Nicolas Sarkozy, d'y réfléchir s'il le peut avec moi. Celui qui prendra la responsabilité de creuser un peu plus le fossé entre l'idéal européen et le peuple français, celui-là prendra une responsabilité historique. Je suis persuadé qu'il y a là un immense risque qui, un jour, entraînera une remise en cause profonde de l'Europe.

Seule la confiance à l'égard des citoyens et l'engagement de tous ceux, au premier rang desquels le président de la République, qui auront voulu que l'on sorte l'Europe de la crise, peuvent permettre de recueillir l'assentiment des citoyens et de tracer un chemin nouveau pour l'avenir de la France, de l'Europe en France et de la France en Europe.

Voyez-vous, il y a beaucoup de gens, beaucoup de nos concitoyens, parmi les plus jeunes, qui ont participé à ce débat avec une immense passion, parce qu'ils ont cru qu'on leur remettait entre

les mains quelque chose de précieux de leur avenir. Qui a eu raison et qui s'est trompé ? Il n'est plus temps de le dire, mais, en tout cas, on ne peut pas décevoir cette attente et manquer au rendez-vous qu'on leur avait donné.

Il est du devoir et de la dignité du prochain président de la République de respecter la confiance qui, alors, a été faite au peuple des citoyens français et cela seul est digne de la France, et cela seul est digne de l'Europe.

Voilà pourquoi sous les trois mots de liberté, d'égalité, de fraternité, il y a le respect des jeunes, avec la réponse au problème de la dette, voilà pourquoi il y a un projet social et économique, voilà pourquoi il y a l'emploi et la lutte contre l'exclusion, voilà pourquoi il y a l'Education nationale, voilà pourquoi il y a le climat, voilà pourquoi il y a l'Europe.

Mes chers amis, vous l'avez compris, sans cela vous ne seriez pas par milliers et par milliers présents dans cette immense salle, cette élection est fondatrice. Cette élection est faite pour que le peuple français retrouve l'espoir qu'il avait perdu. Je suis heureux que nous ayons été ensemble à Toulouse pour le dire au Sud-Ouest et à la France.